

RENFORCER LA DÉMOCRATIE

Réformes: où faire évoluer la démocratie suisse? 4

Éducation: comment éveiller l'intérêt des jeunes pour la politique? 7

Médias: pourquoi sont-ils en crise et de quelles solutions ont-ils besoin? 10, 12

Le magazine pour un usage différent de l'argent

moneta

en
ligne
sur
moneta.ch

#2 2025



RENFORCER LA DÉMOCRATIE

- 4 L'immobilisme n'est pas une solution
- 7 Bâle, terre d'espoir ?
- 10 Daniel Vogler :
« Le système repose sur une population bien informée »
- 12 Tout ce qui mène au désordre

EXCLUSIVEMENT SUR MONETA.CH

Écoutez donc!

moneta.ch/democratie-ecoutez

Participation et

« démocratie liquide »

moneta.ch/democratie-participation

Au-delà des réseaux sociaux?

moneta.ch/democratie-reseaux

LES PAGES DE LA BAS

- 14 Toute l'actualité de la Banque Alternative Suisse

EN PERSONNE

- 24 Michel Huisoud :
« Je dois pouvoir combattre ce qui me dérange »

moneta #2-2025

Le magazine pour un usage différent de l'argent

moneta paraît quatre fois par an en français et en allemand et il est envoyé gratuitement aux clientes et clients de la Banque Alternative Suisse SA (BAS). La reproduction de textes et d'illustrations propres est soumise à une autorisation écrite de la rédaction et doit impérativement indiquer la source.

Éditrice Banque Alternative Suisse SA

Direction de la rédaction Katharina Wehrli (kw) et Simon Rindlisbacher (sr)

Rédaction Esther Banz (eb), Roland Fischer (rf), Scarlett Palmeri (sp), Dominique Roten (dr), Katrin Wohlwend (kwo) Julia Barriga (jb)

Rédaction en ligne Scarlett Palmeri

Traduction Sylvain Pichon, Dominique Roten

Annonces Bruno Bisang, Luzia Küng

Graphisme Clerici Partner Design, Zurich

Illustrations Claudine Etter

Impression ROPRESS Genossenschaft, Zurich

Papier RecyStar Nature, 100 pour cent papier recyclé

Adresse Banque Alternative Suisse SA, moneta, Amthausquai 21, case postale, 4601 Olten, téléphone 062 206 16 16, moneta@abs.ch

Tirage de ce numéro 8400 exemplaires

Encarts Les encarts qui n'émanent pas de la BAS sont des publicités qui nous permettent de couvrir les frais de production.

Info importante sur les encarts et les annonces Les offres de souscription pour des participations ou des obligations, insérées dans ce magazine, n'ont pas été validées par la BAS. Il ne s'agit donc pas d'une recommandation d'achat de la Banque.

Si vous êtes client-e de la BAS et si vous déménagez, veuillez nous communiquer votre nouvelle adresse via le système e-banking ou par téléphone.

Magazine en ligne : retrouvez les articles phares de moneta sur moneta.ch.

Osons davantage de démocratie !



Partout dans le monde, les démocraties sont sous pression. Les forces autoritaires de droite gagnent du terrain dans de nombreux États et y menacent les acquis démocratiques. La démocratie suisse est traditionnellement stable, la population accorde une grande confiance à ses institutions et à ses processus politiques. Certes, mais le pays n'est pas immunisé contre les bouleversements qui mettent en péril les fondements démocratiques de notre société. Le moment est venu de se demander comment les fortifier. Ce numéro de moneta montre différents moyens d'y parvenir : de l'engagement quotidien en faveur des valeurs démocratiques à la réforme d'institutions et de mécanismes politiques, en passant par la lutte contre la désinformation et le renforcement du journalisme indépendant. Ce dernier, en tant que « quatrième pouvoir », est essentiel au bon fonctionnement d'une démocratie, car sans population avisée, aucune décision équitable n'est possible.

L'éducation politique représente peut-être la condition la plus importante. Si l'on souhaite que la démocratie ait un avenir, on a besoin de jeunes qui s'intéressent à la politique et qui veulent (et peuvent) contribuer à façonner la société. Simon Rindlisbacher explique, dans son article sur l'éducation politique, qu'un cours classique de civisme ne suffit plus. La politique doit être vécue, affirme-t-il. Quand des enfants et ados visitent un hôtel de ville et discutent avec des élu-e-s, participent à l'aménagement d'une aire de jeux ou s'engagent dans des parlements scolaires, elles et ils apprennent comment fonctionne la démocratie. Voilà qui leur permet d'exercer leurs compétences politiques : s'informer, adopter un point de vue et le défendre. Et, surtout, reconnaître que d'autres personnes peuvent avoir des positions différentes, puis argumenter et négocier jusqu'à obtenir une solution. Dans l'idéal, elles et ils découvriront le plaisir que l'on peut ressentir à s'impliquer et à faire bouger les choses – ce qui n'est évidemment pas l'apanage des jeunes. Vous trouverez, sur la page ci-contre, quelques conseils pour entraîner nos « muscles démocratiques » et renforcer la cohésion sociale. Bonne lecture !

Katharina Wehrli
corédactrice en cheffe de moneta

moneta



Pour ne manquer aucun numéro et recevoir la lettre d'information de moneta : moneta.ch/s-abonner-a-la-newsletter



moneta est un magazine publié par la Banque Alternative Suisse (BAS) et préparé par une rédaction indépendante. Les articles de moneta ne reflètent pas forcément la position de la BAS, sauf dans les « pages de la BAS » ou dans les commentaires spécifiquement désignés comme tels.

1 **Prendre position contre la haine et les infox**
Notre propre attitude est le principal instrument de défense des valeurs démocratiques : brisons le silence quand des personnes subissent des actes hostiles ou quand de fausses nouvelles (infx, ou fake news) se propagent, en ligne ou hors ligne. Il est également important de réagir aux propos méprisants dans la sphère privée, car les opinions se forgent lors d'échanges personnels. Et l'on interprète volontiers le silence comme une approbation.

2 **Garder le sens de la nuance**
Les schémas de pensée manichéens font partie de la rhétorique des mouvements populistes et antidémocratiques. La force de la démocratie réside dans sa capacité à trouver des compromis entre différentes positions, à imaginer des solutions à des problèmes économiques et sociaux souvent complexes.



Neuf suggestions pour favoriser la démocratie

Les partis populistes et autoritaires progressent dans de nombreux pays. L'inquiétude gagne du terrain, y compris en Suisse. Voici neuf conseils pour celles et ceux qui croient en la démocratie et qui souhaitent renforcer la cohésion sociale.

Texte: Katharina Wehrli

3 **Soutenir le journalisme local indépendant**
Les médias locaux favorisent le dialogue entre les différents groupes sociaux. Ils veillent aussi à ce que les personnes qui prennent des décisions agissent dans l'intérêt de la communauté. Des études montrent que la simple existence d'un journalisme local diminue la corruption et augmente la participation aux votes.

4 **S'informer sur la politique et en parler**
Plus les gens s'intéressent à la politique, s'informent et en discutent avec d'autres personnes – famille, collègues, proches –, plus ils sont enclins à s'impliquer dans les processus démocratiques. Sans l'intérêt et l'engagement de citoyennes et citoyens, pas de démocratie vivante !

5 **Être visible**
Les forces populistes et antidémocratiques prétendent souvent représenter « le peuple » ou « la volonté réelle du peuple ». En réalité, seule une minorité de la population partage leurs positions. Plus les autres seront visibles (en votant, en signant des initiatives politiques ou en manifestant), moins cette allégation pourra servir d'argument.

6 **Élire et voter**
Les élections et votations offrent la possibilité de participer aux décisions politiques qui façonnent notre pays, canton ou commune. Les mécanismes de la démocratie directe nous permettent de proposer de nouvelles idées ou de contester des décisions politiques qui ne nous satisfont pas. Cela n'est toutefois réalisable que si nous en faisons usage, particulièrement lorsque la démocratie est menacée.

7 **Adhérer à un parti**
L'adhésion à un parti permet d'insuffler des idées dans le débat politique et de prendre des responsabilités. On entre généralement en politique à l'échelon communal : les partis locaux donnent la possibilité de s'engager, de s'exercer à la chose publique et de participer à l'évolution de son cadre de vie. On peut aussi s'impliquer via des associations ou via les groupes régionaux d'organisations sans but lucratif.

8 **Connaître le passé**
Beaucoup de progrès démocratiques sont le fruit de luttes de longue haleine. Au cours de l'histoire européenne récente, les populations de nombreux pays ont enduré les effets néfastes d'une gouvernance autoritaire et criminelle. Les cérémonies commémoratives, les manifestations et l'enseignement de l'histoire contribuent à garder en mémoire les impacts de telles politiques.

9 **Garder confiance**
La multiplication des crises peut éroder la foi en l'avenir et entretenir un sentiment d'impuissance. Pourtant, des améliorations sont toujours réalisables, et elles peuvent même arriver au moment où on s'y attend le moins. S'engager, être active ou actif : voilà le meilleur remède contre la peur et la résignation.

Sources et informations supplémentaires :
greenpeace.ch/fr/story-fr/105820/10-conseils-renforcer-nos-democraties
oecd.org/fr/publications/instaurer-la-confiance-et-renforcer-la-democratie_34a56a87-fr.html
bosch-stiftung.de/en/stories/strengthening-democracy-7-things-you-can-do-right-now
(en allemand et en anglais)



L'immobilisme n'est pas une solution

Comment renforcer une démocratie? En la faisant évoluer, par exemple, faute de quoi le système politique pourrait ne plus répondre aux besoins d'une société qui change constamment. Alors, à quel niveau réformer la démocratie suisse?

Texte: Katharina Wehrli

Une démocratie se nourrit de la diversité de sa population, laquelle doit se sentir comprise et représentée par la sphère politique. Les personnes qui votent et élisent veulent voir que les responsables politiques prennent au sérieux leurs préoccupations et leurs besoins, s'efforcent de trouver des solutions aux problèmes sociaux urgents. Quant au système politique, il dépend d'une population active, désireuse et capable d'y participer. Or, avec une société en changement perpétuel, le risque existe que le système ne soit plus à la hauteur. Des réformes sont alors nécessaires. L'introduction du droit de vote des femmes, en 1971, en constitue le meilleur exemple. Mais que devrait-on réformer aujourd'hui? Comment remodeler la démocratie suisse afin qu'elle reste vivante et forte, qu'elle corresponde aux transformations sociétales?

Moderniser les droits civiques

Les personnes sans passeport suisse étant actuellement exclues des élections et des votations, la participation politique de la population étrangère résidente est devenue un enjeu important. Daniel Kübler, professeur de sciences politiques à l'Université de Zurich et président de la direction du Centre pour la démocratie d'Aarau, abonde dans ce sens: «La Suisse tire une grande fierté de sa démocratie directe et du fait que tout le monde semble pouvoir y participer. Pourtant, la chose est impossible pour un quart de la population résidente – largement plus qu'un détail.» Des communes et certains cantons ont introduit un droit de vote pour les étrangères et étrangers, mais aucune disposition équivalente n'existe encore à l'échelon national. Avec sa législation restrictive sur la naturalisation, la démocratie suisse est peu inclusive, déplore le politologue.

L'Action quatre quarts veut y remédier. Elle a déposé l'automne dernier à la Chancellerie fédérale son « Initiative pour la démocratie ». Celle-ci prévoit une modernisation du droit de la nationalité, ainsi que l'explique Lisa Mazzone, co-initiatrice et présidente des Vert-e-s. Toute personne vivant en Suisse depuis plus de cinq ans devrait en principe pouvoir obtenir la naturalisation. Cela constitue une question d'équité vis-à-vis de la population étrangère résidente et de reconnaissance de la réalité helvétique. Pour Mme Mazzone, « nous vivons ensemble, nous travaillons ensemble, les enfants vont à l'école ensemble; nous devons permettre à tout le monde de prendre part aux décisions ».

Impliquer les jeunes plus tôt

Lisa Mazzone estime que l'implication des jeunes mérite aussi une réforme. Elle plaide pour abaisser l'âge du droit de vote à 16 ans, ce qui permettrait de mieux représenter la population dans son ensemble. Mme Mazzone relève que des études démontrent qu'une implication précoce a un effet positif sur la participation politique.

L'extension des droits politiques à la population étrangère résidente et aux jeunes élargirait et renforcerait la base du système politique. Toutefois, les initiatives qui vont dans ce sens peinent à aboutir. Un seul canton (Glaris) accorde le droit de vote actif à partir de 16 ans. Une initiative parlementaire en ce sens a échoué au niveau national, au printemps 2024, après de nombreux allers et retours entre les Chambres fédérales et leurs commissions. Alors que le Parlement n'a pas encore examiné l'Initiative pour la démocratie, le Conseil fédéral l'a récemment traitée et rejetée sans contre-projet. Reste à voir quel sort lui réservent les Chambres fédérales et la population.

Des régions rurales surpondérées

La Suisse politique n'est pas très réformiste. Le politologue Daniel Kübler parle même de « résistance au changement »: « Le système est conçu pour fonctionner et évoluer très lentement. » Le principe de la majorité des cantons ainsi que le Conseil des États le montrent bien: tous deux ont vu le jour au moment de la création de l'État fédéral en 1848. L'intention était de satisfaire les cantons catholiques vaincus pendant la guerre du Sonderbund et de les intégrer dans le nouvel État fédéral libéral. Les divergences confessionnelles sont devenues presque insignifiantes, politiquement parlant. Le poids politique des différents cantons correspond de moins en moins à la structure démographique de la Suisse. Cependant, les petits ont une influence excessive: la voix d'une habitante d'Uri pèse ainsi quarante fois plus que celle d'une Zurichoise. Les cantons sont représentés à égalité au Conseil des États, et ils ont tous le même poids dans le calcul de la majorité des cantons lors des votations.

Des propositions ont régulièrement visé à réformer la majorité des cantons et le Conseil des États, afin de rétablir l'équilibre. Problème: le fédéralisme est une voie à sens unique, car, comme le rappelle Daniel Kübler, « le système actuel accorde un poids important aux perdants potentiels et on ne peut le modifier sans leur approbation. Par conséquent, jamais on ne convaincra les petits cantons de montagne de réduire leur pondération dans la majorité des cantons ou au Conseil des États. »

La population met la pression

Si des changements semblent quasiment exclus dans le système politique suisse, comment la démocratie peut-elle malgré tout continuer à évoluer? Grâce à la pression de la population, estime Nadine Masshardt, conseillère nationale PS. « Des initiatives comme

celle sur la transparence permettent d'augmenter la pression populaire. On peut ainsi présenter une contre-proposition digne de ce nom à un besoin de réforme ou, au minimum, lancer un débat public sur le sujet. » L'initiative sur la transparence qu'évoque Mme Masshardt est l'un des rares exemples de réforme aboutie ces dernières années. Après de longues et vives discussions sur l'exigence de la gauche et des Vert-e-s de rendre le financement de la politique plus transparent, le Conseil national et le Conseil des États ont fini par adopter en 2021 une contre-proposition à l'initiative sur la transparence.

« Pour que la démocratie inspire confiance, on doit savoir qui peut influencer sur les décideuses et décideurs. »

L'influence des lobbies en pleine lumière

La nouvelle loi sur la transparence améliore la démocratie, même si elle n'est pas assez ambitieuse (lire à ce sujet l'entrevue en dernière page de ce numéro de moneta). Ainsi que le fait observer Nadine Masshardt, « nous, citoyennes et citoyens, pouvons plus facilement identifier les grandes donatrices et grands donateurs, associations ou lobbies qui se cachent derrière les projets soumis au vote. Mais il reste beaucoup à faire. » De nos jours, l'influence des lobbies sur l'élaboration d'une loi, par exemple, manque souvent de clarté. Balz Oertli, journaliste au Collectif de recherche WAV et membre du comité de l'organisation sans but lucratif Lobbywatch, insiste aussi sur l'importance de la transparence en la matière: « Pour que la démocratie inspire confiance, on doit savoir qui peut influencer sur les décideuses et décideurs. » Lobbywatch soutient donc la création d'un registre public dans lequel devraient s'inscrire toutes les personnes exerçant une activité de lobbying au Parlement.

L'autodéclaration ne suffit pas

Réformer les mandats des élu-e-s aux Chambres fédérales s'impose également. Les parlementaires doivent, certes, déclarer leurs mandats auprès d'entreprises et d'associations, mais pas le montant de leurs revenus. Et il s'agit d'une simple auto-déclaration non contrôlée par les autorités, indique Balz Oertli, de Lobbywatch. L'équipe de cette organisation tente de combler cette lacune en recherchant les liens d'intérêt des élu-e-s et en les publiant sur Internet. « Nous passons la Toile au crible pour l'ensemble des parlementaires et découvrons qui siège dans quels organes », détaille le journaliste d'investigation. L'équipe de Lobbywatch dénicher régulièrement des mandats non déclarés. Certains sont insignifiants, d'autres pourraient rapporter des dizaines de milliers de francs, poursuit M. Oertli. Lobbywatch réclame donc que les autorités contrôlent les informations fournies par les membres du Parlement sur leurs mandats au sein d'entreprises et d'associations.

Et qui paie?

Voilà qui soulève la question primordiale du financement de la politique. La Suisse fait figure d'exception, en comparaison internationale: dans la plupart des démocraties européennes, l'État alloue aux partis à peu près la moitié de leur budget. La Suisse, quant à elle, n'octroie presque aucun financement public aux partis, alors que notre système politique est terriblement coûteux, avec quatre vota- >>>

»» tions par an. Les partis ayant des moyens plutôt modestes, leur financement dépend de tiers. Balz Oertli confirme que les données relatives à la transparence se laissent facilement deviner: «Des syndicats et associations environnementales soutiennent la politique à gauche, tandis que ce sont des organisations économiques et patronales à droite.» Ce mode de financement a de quoi susciter la méfiance, regrette M. Oertli. Il est convaincu que la Suisse doit débattre en profondeur de la question: «La discussion pourrait s'avérer douloureuse, car elle secoue le parlement de milice et la conception helvétique de la démocratie, mais elle est indispensable.»

Les limites du système de milice

Le professeur Daniel Kübler estime, lui aussi, que la politique nécessite davantage de financement public. Ce politologue voit un besoin de réforme en particulier dans la rémunération des parlementaires. Comme elle est assez faible, surtout dans les cantons et les communes, les élu-e-s se laissent volontiers tenter par des mandats supplémentaires, rémunérés par l'économie et des associations. Le soutien spécialisé des lobbies a également de quoi séduire les membres du Parlement et des autorités, qui peuvent manquer de temps pour se familiariser avec des dossiers souvent complexes. «Le système de milice atteint ici ses limites», glisse Daniel Kübler. «Quand on impose aux politiciennes et politiciens des contraintes aussi strictes et des ressources aussi restreintes qu'aujourd'hui, comment s'étonner que des lobbies puissent les influencer?» Cela incite M. Kübler à encourager la professionnalisation du travail politique. Une meilleure rémunération et un soutien renforcé (par

exemple sous la forme d'une assistance spécialisée, financée par l'État) pourraient garantir la capacité des titulaires de fonctions officielles à faire réellement ce pour quoi elles et ils ont été élu-e-s: étudier attentivement leurs dossiers, se forger une opinion indépendante et la défendre, plutôt que de recourir – comme souvent – à des propositions concoctées par des lobbies.

La professionnalisation des fonctions politiques pourrait contribuer à diversifier nos parlements.

Une plus grande diversité dans les parlements

La professionnalisation des fonctions politiques pourrait contribuer en outre à diversifier nos parlements. Tout le monde n'a pas la possibilité de s'engager pour la chose publique. Exercer un mandat politique demande du temps, donc de l'argent. Siéger dans un parlement ou une autorité communale contraint en général à réduire la durée de son activité lucrative. La rémunération du mandat est loin de compenser entièrement la perte de revenu. Les personnes à revenu modeste ou les parents qui travaillent à temps partiel pour s'occuper de leurs enfants – cela touche surtout les mères – ne peuvent se le permettre. Un tel mécanisme d'exclusion explique en grande partie pourquoi, un demi-siècle après avoir obtenu le droit de vote, les femmes demeurent peu nombreuses à tous les échelons de l'État. Il en va de même pour les personnes à bas salaire, sous-représentées dans les parlements. Une réforme de notre système de milice s'impose donc de toute urgence, au moins pour des raisons d'égalité des chances. Professionnaliser le travail politique rendrait notre système démocratique plus équitable et garantirait à toutes les catégories de la population la possibilité de prendre part à la vie politique.

Plus généralement, la Suisse serait bien inspirée de repenser et d'adapter son système démocratique afin de renforcer la confiance de la population et de rendre la démocratie plus vivante, étendue et résistante. Elle serait mieux parée pour l'avenir. Et Nadine Masshardt de conclure: «Notre démocratie a toujours évolué au cours de l'histoire. L'immobilisme n'est pas une solution.» •

Écoutez donc!

Un essai d'Esther Banz

Dans une démocratie, l'écoute est essentielle. Aller vers les autres, négocier des compromis: tout cela exige respect, intérêt et capacité d'écoute. Les gens qui s'estiment mal entendus peuvent en ressentir de l'amertume, voire en tomber malades. Et quand il s'agit de groupes entiers – minorités, personnes en situation de pauvreté –, des fossés se creusent et la paix sociale vacille. L'écoute a-t-elle toutefois des limites? Peut-elle s'avérer contre-productive?

À lire dès maintenant en ligne:
moneta.ch/democratie-ecoutez

Exclusivement
sur
moneta.ch

Informations supplémentaires:

www.zdaarau.ch (en allemand et en anglais)

www.defacto.expert

democratie-initiative.ch

www.droitdevote16.ch

www.lobbywatch.ch

Bien mieux qu'un cours de civisme

En Suisse, les jeunes manquent de connaissances en politique. Une éducation spécifique vise à y remédier, à l'école comme en dehors. La visite de l'hôtel de ville de Bâle par une classe de sixième montre comment transformer la chose publique en une expérience concrète. Texte: Simon Rindlisbacher

Ce jeudi matin de mai, la classe de sixième de l'école Erlenmatt se trouve dans la cour intérieure de l'hôtel de ville de Bâle, en compagnie de Chris Pfeifer, son enseignant. Tout le monde écoute attentivement le discours de bienvenue de Deborah Berger, du Kinderbüro Basel (Bureau des enfants de Bâle). Dans le cadre du projet Polit-Baukasten (kit de construction politique), le bureau propose des visites guidées de l'hôtel de ville, animées par des membres du Grand Conseil. Aujourd'hui, Oliver Thommen, responsable des Vert-e-s de Bâle, sera le guide.

En Suisse, selon le bimensuel alémanique «Beobachter», les jeunes n'auraient aucun goût pour la politique. Voilà ce qu'affirmait un article paru il y a une quinzaine d'années, sur la base d'une étude comparative internationale où la Suisse n'apparaissait pas en très bonne place. Le magazine résumait les faits ainsi: les jeunes Helvètes connaissent plutôt mal la politique. En outre, leur propension à s'engager – par exemple pour des élections ou dans une fonction publique – est inférieure à la moyenne. Alors que les tendances autoritaires ont actuellement le vent en poupe, cette étude continue d'avoir des répercussions et d'être citée dans des médias, des prises de position ou des congrès. La situation s'est peu améliorée, comme

le montrent les résultats du Monitoring de la jeunesse et de la politique 2023 de la FSPJ: «De nombreux-ses jeunes sont sans opinion sur la démocratie et il existe une minorité non négligeable qui est critique à l'égard de la démocratie.» «Seule une minorité peut envisager de s'engager en politique à l'avenir.»

Oliver Thommen n'emmène pas la classe directement à l'hôtel de ville, mais sur la place du marché, juste en face. «Attention en traversant la route!» Au milieu des stands du marché, il fait une digression historique. Ce membre du Grand conseil cantonal revient 50 000 ans en arrière («Il n'y avait alors rien ici») et passe par l'époque romaine, quand Augusta Raurica rayonnait davantage que Bâle. Vient le moment où la ville a gagné en importance, construit son hôtel de ville, puis l'a agrandi au fil du temps. Cela se voit par exemple avec la tour ajoutée vers 1900: «Elle a suscité un débat au Grand Conseil. Étant donné son peu d'utilité, pourquoi y consacrer autant d'argent? La majorité a néanmoins voté en faveur du projet.» Un référendum a été lancé afin le contrer, mais la population a finalement voté, elle aussi, pour la tour.

Intégrer les enfants et ados à la vie politique

Davantage d'éducation politique contribuerait à renforcer l'intérêt des jeunes pour la chose publique ainsi que leurs compétences en matière de participation à la vie démocratique. Voilà ce que revendiquent trois récents documents de position, parmi lesquels la «Déclaration de Bienne». Consacrée à la politique de la formation, elle a été rédigée en 2021 à l'issue d'une conférence réunissant cent spécialistes. La Commission fédérale pour l'enfance et la jeunesse (CFE) a également publié une prise de position en 2023, tout comme la LCH, association faîtière des enseignantes et enseignants. Les spécialistes sont unanimes à plaider pour ancrer l'éducation politique à l'école, pour donner au corps enseignant une formation adéquate et pour encourager ce complément important que sont les offres extrascolaires. On admet d'un commun accord que l'éducation civique devrait aller au-delà de l'enseignement classique des sciences politiques: elle doit permettre aux enfants et ados de participer à la vie politique et sociale, les y motiver. >>>

Participation et «démocratie liquide»

Par Roland Fischer

Il y a un bogue dans la matrice de la démocratie: les personnes qui vivent ensemble ne participent pas toutes aux processus décisionnels. Comment y remédier? Quels groupes de population peut-on impliquer? Comment? Et où est passée la «démocratie liquide», celle qui promettait une démocratie inédite et bien plus directe grâce aux moyens numériques?

À lire dès maintenant en ligne:
moneta.ch/democratie-participation

Exclusivement
sur
moneta.ch

« Pour le moment, ça dépend beaucoup de chaque prof, de son intérêt et de sa motivation pour le sujet. »

»» Carol Schafroth dirige le Campus pour la démocratie et elle adhère à cette définition. Son organisation promeut l'éducation politique par un travail en réseau. «L'objectif d'une telle éducation doit être la transmission des compétences de base indispensables à la vie en société», expose Mme Schafroth. Et de citer un modèle développé à la demande du Conseil de l'Europe: le «Cadre de référence des compétences pour une culture démocratique». Celui-ci énumère vingt compétences en tout. Compte tenu de l'évolution politique actuelle, la directrice du Campus pour la démocratie estime que quatre d'entre elles sont particulièrement importantes: l'écoute et observation, l'empathie, la souplesse ainsi que la capacité à accepter des opinions différentes.

La classe 6a est arrivée à l'hôtel de ville. Les élèves ont pris place dans l'antichambre de la salle du Grand Conseil, sur des bancs en bois le long des murs. Oliver Thommen indique que les dossiers soumis au vote du Grand Conseil sont préalablement examinés par des commissions. «Cela va plus vite que si toutes et tous les membres du Conseil devaient donner leur avis», précise-t-il. Les commissions se réunissent dans l'antichambre, équipée d'une grande table de conférence. L'une des chaises qui l'entourent est plus haute que les autres. «Est-ce toujours le chef qui s'assoit là?», demande une élève. «Non. Autrefois, peut-être, mais aujourd'hui, les hiérarchies ne sont plus si importantes.»

Rendre la politique tangible

La voie vers une jeunesse politiquement intéressée et engagée semble toute tracée. Qu'en est-il concrètement? «La situation s'est améliorée ces dernières années, mais elle reste insatisfaisante», estime Carol Schafroth. En partie parce que beaucoup des compétences requises ne peuvent s'enseigner en frontal. La participation politique, par exemple, doit devenir tangible: on peut ainsi instaurer un conseil de classe et laisser les élèves participer aux décisions sur différents sujets. Carol Schafroth considère que le programme scolaire Lehrplan 21 pose les bases de ce type d'éducation politique en Suisse alémanique. Dans les hautes écoles pédagogiques, toutefois, seule une minorité des futures enseignantes et futurs enseignants acquiert les outils nécessaires. Cela doit changer! Sans oublier qu'un enseignement participatif implique davantage de travail. «Pour le moment, ça dépend beaucoup de chaque prof, de son intérêt et de sa motivation pour le sujet», éclaire Mme Schafroth. Certaines et certains se contentent d'enseigner l'éducation civique au sens classique du terme.

Premières expériences démocratiques au conseil de classe

Au cours de la visite de l'hôtel de ville avec sa classe de sixième, Chris Pfeifer glisse qu'il connaît cette situation. Pour lui, le sujet demeure lacunaire dans les hautes écoles pédagogiques, mais il observe qu'à Bâle, en tout cas, les conseils de classe et parlements

Avec des projets comme le kit politique, les enfants apprennent à s'exprimer et à négocier des solutions avec d'autres personnes.

d'élèves deviennent la norme dans de nombreux établissements scolaires. «Une difficulté tient à l'intégration du conseil de classe dans le programme au détriment d'autres matières.» Voilà qui dissuade sans doute certains membres du corps enseignant de se lancer dans l'aventure. L'expérience de M. Pfeifer serait plutôt positive: «Nous profitons de ce moment pour revenir sur la semaine écoulée, discuter des préoccupations des élèves et réattribuer les tâches.» Le conseil de classe permet aussi de déterminer quels points les deux membres du Parlement des élèves devront y aborder.

La classe de sixième quitte l'antichambre pour entrer dans la salle du Grand Conseil, richement décorée et couverte de grandes peintures murales. Celles-ci rappellent, entre autres, les vertus importantes qui devraient caractériser les membres du Conseil, ainsi que le commente Oliver Thommen: patience, courage, respect de la loi et modération («Donald Trump, par exemple, n'est pas un modèle»). Les élèves s'assoient sur les bancs. On en voit qui tentent de deviner à quoi servent les boutons marqués «F», «E» et «Z» à chaque place. Quelqu'un lance que les sièges sont vraiment confortables. Oliver Thommen évoque la séparation des pouvoirs et précise que le Grand Conseil adopte les lois. Au moyen d'exemples, il montre comment cela fonctionne, puis lève le mystère des boutons: avant les votes, les discussions au sein du Conseil suivent des règles claires. Quiconque souhaite s'exprimer doit appuyer sur «F», «E» ou «Z». «F» signifie «vote de fraction», c'est-à-dire le vote d'un parti; «E» veut dire «vote individuel» et «Z» signifie «question intermédiaire». Les questions intermédiaires servent en général à inciter les oratrices et orateurs à entrer dans les détails.

Co-décider l'aménagement de l'aire de jeux

L'éducation politique n'est pas l'apanage des écoles. Il existe en Suisse de nombreux acteurs extrascolaires, ainsi que le relève Carol Schafroth. Ceux-ci soutiennent les écoles avec leurs offres ou proposent des activités spécifiques. On peut citer le kit politique du Kinderbüro Basel, financé par le canton et qui a organisé la visite guidée par Oliver Thommen. Des offres comme celle-là sont destinées aux écoles; les enseignantes ou enseignants peuvent les réserver pour leur classe. Même chose pour Politkids ou Politteens, qui organisent et accompagnent des rencontres entre élèves et membres du Conseil des jeunes de Bâle ou du personnel de l'administration. Parmi les différentes activités du kit politique, on trouve entre autres le projet «KinderMitWirkung». Il permet aux jeunes Bâloises et Bâlois d'élaborer des idées pour une ville adaptée aux enfants.

Enfin, le kit propose des conseils et formations aux établissements scolaires et au corps enseignant, afin d'instaurer un parlement des élèves, par exemple. De telles structures devraient permettre aux enfants de se frotter à la démocratie, fait remarquer Robin Schobel, directeur adjoint du Kinderbüro Basel et responsable du kit. «D'après notre expérience, cela fonctionne très bien quand les enfants sont impliqués dans des projets.» Voilà comment leur apprendre à s'exprimer et à négocier des solutions avec d'autres personnes, même des adultes. M. Schobel souligne l'importance d'inscrire les projets directement dans le quotidien des enfants: «Imaginons qu'elles et ils participent aux décisions concernant l'aménagement de l'aire de jeux de leur quartier. En y retournant, il leur sera possible de mesurer concrètement les effets de leur implication.»



Relier la politique aux personnes

Robin Schobel insiste sur l'utilité des rencontres entre des enfants ou ados avec des responsables politiques ou d'autres personnes qui les représentent. Le kit politique permet notamment d'organiser des rencontres lors de visites guidées de l'hôtel de ville. «Les enfants associent ainsi la politique et le système politique à une personne vue en chair et en os», constate M. Schobel. La politique n'est donc plus abstraite, mais concrète et accessible.

Avant de terminer en beauté au sommet de la tour de l'hôtel de ville, la classe fait un détour par la salle du Conseil d'État. Les élèves commencent à se dissiper. «Nous voilà dans la partie la plus ancienne du bâtiment», annonce Oliver Thommen. La pièce est somptueuse, avec beaucoup de bois et des vitraux colorés. Le responsable des Vert-e-s de Bâle y décrit les tâches du gouvernement. Les élèves écarquillent les yeux en apprenant que la grande table de conférence ronde a coûté 80 000 francs.

Sans éducation politique, point de démocratie

Aujourd'hui, on attend beaucoup de l'éducation politique. La déclaration de Bienne stipule ainsi que le système «unique» de la Suisse fonctionne seulement à condition de fournir aux jeunes les connaissances et compétences nécessaires. La démocratie ne tombe pas du ciel. La CFEJ a également la conviction que la force de la démocratie helvétique repose sur l'éducation politique des enfants et ados. L'association faîtière LCH considère même que son avenir en dépend. Alors, tant mieux si les choses bougent.

Reste à voir quand ces efforts porteront leurs fruits et se reflèteront dans les sondages comme le Monitoring de la jeunesse et de la politique de la FSPJ. Le travail réalisé avec le kit politique semble en tout cas bien accueilli par le public cible. C'est ce que montrent les sondages effectués par le Kinderbüro Basel, dans le cadre de son assurance qualité. Robin Schobel cite un exemple concret pour

confirmer l'efficacité de ces offres: Jo Vergeat, jeune députée Verte au Grand Conseil bâlois, a participé jadis à «KinderMitWirkung» et s'est engagée en faveur d'une politique climatique digne de ce nom – «une expérience qui a certainement contribué à son entrée en politique».

La classe de Chris Pfeifer a quitté la tour de l'hôtel de ville pour revenir dans la salle du Grand Conseil. Deborah Berger, du Kinderbüro Basel, qui a discrètement accompagné la visite, prend la parole: «Avez-vous encore des questions?» Silence. Tout le monde est fatigué. Les élèves remplissent rapidement le questionnaire de satisfaction, sont ravi-e-s de pouvoir garder les stylos et posent pour une photo souvenir. Puis elles et ils ressortent dans l'air frais du matin. «Monsieur Pfeifer, on peut passer par le marché pour voir s'il y a des dégustations gratuites sur les stands?» •

Informations supplémentaires

Kinderbüro Basel (en allemand)
kinderbuero-basel.ch/

Monitoring de la jeunesse et de la politique 2023
fspj.ch/themen/dsj-jugend-und-politikmonitor

Déclaration de Bienne
campusdemokratie.ch/fr/en-route

Prise de position de la CFEJ
ekkj.admin.ch/fr/publications/positions/2023

Prise de position LCH (en allemand)
lch.ch/fileadmin/user_upload/lch/Politik/Positionspapiere/240524_Positionspapier_PolitischeBildung_Kurzversion_publiziert.pdf

Cadre de référence: Compétences pour une culture démocratique
rm.coe.int/16806ccf12

« Le système repose sur une population bien informée »

Les médias professionnels vont mal. De moins en moins de gens sont abonnés à un journal, les activités en ligne rapportent peu et la SSR doit réaliser des économies massives. Tentative d'explication de la crise avec Daniel Vogler, du Centre de recherche Public et Société (fög). Propos recueillis par Esther Banz

moneta : La pression augmente sur les médias sérieux et indépendants. Qu'est-ce que cela signifie ?

Daniel Vogler Les médias sont essentiels au bon fonctionnement d'une démocratie, en particulier celle de la Suisse, avec son système direct qui nous amène à voter souvent sur des questions de fond. Le système repose sur une population bien informée. Les médias lui fournissent les informations nécessaires pour se forger une opinion. La sphère politique, les autorités, les ONG, les entreprises et bien d'autres parties impliquées dans le processus de formation de l'opinion ont besoin d'une tribune. Jusqu'à présent, le journalisme la leur a apportée.

D'un point de vue politique, le rôle du journalisme consiste-t-il en premier lieu à transmettre des informations et à les mettre en perspective ?

Pas uniquement. Il s'agit aussi d'articuler des thèmes importants, de les faire connaître et de les inscrire au programme politique.

Les ONG et les partis politiques diffusent leurs propres publications et lettres d'information. Ces canaux compensent-ils le terrain abandonné par les médias traditionnels ?

Des contenus pertinents proviennent d'initiatives citoyennes, de publications d'actrices et acteurs politiques ou d'entreprises. Bien entendu, ils touchent presque seulement des personnes déjà convaincues. En outre, ces canaux ne peuvent se substituer aux médias éloignés des intérêts particuliers, qui abordent des sujets d'intérêt général et soulèvent des questions politiques. Les médias sont, dans l'idéal, également des lieux de débat – que ce soit en ligne, à la télévision, à la radio ou dans la presse écrite.

Le journalisme local souffre beaucoup des mesures d'économie prises par les éditeurs. Cela vous inquiète-t-il ?

Oui, et ça devrait inquiéter aussi les responsables politiques. En Suisse, plus qu'ailleurs, ce sont les niveaux communal et cantonal qui prennent les décisions avec un impact direct sur la population, comme celles concernant les impôts ou la construction d'écoles. Il est donc important que des médias indépendants abordent ces questions politiques, surveillent les puissants et épinglent les dérives. L'intégration est un autre aspect déterminant du travail des médias locaux. Par exemple, dans un canton avec un centre urbain et des zones rurales, les revendications politiques diffèrent beaucoup entre la campagne et la ville. L'une des

missions du journalisme consiste dès lors à favoriser la compréhension mutuelle et participer à la construction d'une identité commune.

La politique a les moyens de renforcer les médias. Est-ce une piste ?

À l'échelle nationale, les médias sont soutenus indirectement, surtout au travers de la distribution des journaux imprimés. Ce n'est pas vraiment une solution d'avenir, étant donné l'utilisation croissante des médias numériques.

Que faudrait-il faire ?

Certains cantons expérimentent différents instruments de soutien aux médias. Les cantons de Vaud et de Fribourg, par exemple, se montrent assez audacieux. Ils ont adopté des programmes d'aide complets, en appuyant notamment des initiatives de numérisation dans des entreprises de médias ou en finançant l'accès à l'agence de presse Keystone-SDA, des projets de compétence médiatique dans les écoles ainsi que des abonnements gratuits pour les jeunes.

Les médias sont importants pour la démocratie.

Existe-t-il un point de bascule ?

Difficile à dire. En comparaison internationale, la Suisse est plutôt bien placée en matière d'offre médiatique. Toutefois, le journalisme en ligne est actuellement dépourvu de modèle économique viable. Et l'initiative qui vise à réduire la redevance attribuée à la SSR pourrait aggraver la situation. De nouvelles fusions entre des groupes de presse privés auraient aussi des conséquences majeures, en concentrant encore davantage les médias.



Photo: mäd

Daniel Vogler est directeur de recherche et directeur adjoint du Centre de recherche Public et Société (fög). Il a étudié les sciences de la communication et les sciences politiques à l'Université de Zurich. foeg.uzh.ch/en.html (en anglais ou en allemand)



Quelles seraient ces conséquences?

La concentration des médias est généralement synonyme de diversité moindre et de centralisation du pouvoir, par exemple dans le processus de formation de l'opinion. Nos études montrent que cette concentration est déjà très élevée. Jusqu'alors, les propriétaires de médias avaient conscience de leur responsabilité journalistique.

Et maintenant? Les entreprises de presse assument-elles toujours leurs responsabilités?

Tout dépend de la perspective. Prenons l'exemple du TX Group, qui publie par exemple « 24 heures », « La Tribune de Genève » et « 20 Minutes »: désormais clairement orienté vers la maximisation des profits, il pourrait aller encore plus loin et renoncer tout à fait au journalisme. Le groupe détient de nombreux titres, notamment régionaux. Voilà une prestation journalistique importante. Mais – revers de la médaille – il est problématique qu'un tel groupe privé bénéficie de fonds publics, via les subventions indirectes aux médias pour la distribution matinale, alors qu'il supprime des emplois à intervalles réguliers et à grande échelle tout en accumulant d'énormes bénéfices. Des entreprises comme TX Group sont ainsi à l'origine de la fuite des cerveaux dans le journalisme.

Avec quelles conséquences pour la qualité?

Nos évaluations montrent qu'en Suisse, le journalisme est de bonne qualité. En forçant un peu le trait, disons que ce qui se fait est bon, voire très bon. Le problème est que beaucoup de choses ne se font plus. La diminution des ressources implique que certains sujets sont systématiquement négligés. L'appauvrissement de la diversité constitue certainement l'une des raisons pour lesquelles les gens recourent moins aux médias.

Le Centre de recherche Public et Société (fög) a constaté que dans notre pays, 48 pour cent des adultes sont «privés d'information». Pourquoi est-il préoccupant que les gens ne lisent ou ne regardent pas beaucoup d'informations?

Les conséquences sur la démocratie sont directes. Une étude a montré que les personnes privées d'information participent moins aux votations et font moins confiance aux institutions politiques.

Qu'est-ce qui mène à la privation d'information?

Question délicate... La recherche manque en ce qui concerne les causes de ce phénomène et les solutions à y apporter. Peut-être les informations sont-elles perçues comme trop négatives, ce qui amènerait certaines personnes à choisir de s'en détourner. On peut aussi suspecter des effets d'éviction: dans l'univers des médias numériques, il existe des offres – par exemple des services de diffusion en continu (streaming) ou des jeux – qui attirent davantage que les informations.

Sinon dans les médias, où la population trouve-t-elle les informations dont elle a besoin pour prendre des décisions politiques?

Nous ne le savons pas encore exactement. À l'occasion d'une étude récente, nous avons posé les questions sui-

Au-delà des réseaux sociaux?

Par Roland Fischer

Le paysage médiatique est en plein chamboulement. La génération Z, en particulier, a presque complètement abandonné les médias imprimés. Comment s'informent les jeunes aujourd'hui, notamment sur les questions politiques? En deux mots, les réseaux sociaux jouent un rôle central, mais les échanges aussi.

À lire dès maintenant en ligne:
moneta.ch/democratie-reseaux

Exclusivement
sur
moneta.ch

vantes: de quels moyens disposent aujourd'hui les gens pour s'informer? Quel rôle jouent leurs pairs? Comment obtenir des informations pertinentes sur les réseaux sociaux?

La SSR atteignait jadis presque tous les foyers du pays. À quel point la radio et la télévision publiques restent-elles importantes pour la formation de l'opinion et la démocratie?

Elles sont essentielles! La SSR touche un large public avec ses émissions phares telles que le Téléjournal et ses informations régionales. Sa voix compte dans le débat public. Nos évaluations qualitatives confirment que ces émissions sont bonnes. De plus, des enquêtes internationales montrent que des médias publics forts accroissent la confiance dans les institutions. Ils profitent donc à la démocratie et nous devons en prendre soin. La SSR ne contribue pas au problème des médias; impossible de démontrer qu'elle menacerait des médias privés, comme cela lui est reproché, par exemple. Il est dès lors un peu absurde que les médias privés s'en prennent à elle.

Certains milieux semblent se réjouir de voir sombrer la SSR. Avez-vous aussi cette impression?

Oui, je constate aussi que la volonté de réduire considérablement les redevances pour la télévision et la radio n'est pas motivée que par des intérêts économiques. Certains milieux ont intérêt à affaiblir les médias du pays. Cela leur permet de diffuser plus facilement leurs messages, sans voix pour les corriger ou contrebalancer.

Pour finir, une question pas tout à fait désintéressée: le journalisme sous forme imprimée – y compris les magazines comme moneta – a-t-il encore un avenir?

L'imprimé ne sera plus le principal canal d'information. C'est d'ailleurs déjà le cas aujourd'hui. Mais il restera pertinent sous forme d'hebdomadaire ou de magazine, par exemple en tant qu'objet de collection ou expérience tactile. On le lira à table ou dans un fauteuil. •

Tout ce qui mène au désordre

Les populistes et autocrates ont besoin de propagande pour accéder au pouvoir et pour l'exercer. Comme on le voit dans la Russie actuelle, l'objectif principal est de provoquer une désorientation totale.

Texte: Roland Fischer

« Nous vivons dans un monde de simulacres : la plupart des éléments de notre vision de la réalité sont en fait fictifs, ce sont des éléments mythiques réifiés. » Est-ce là une dénonciation des infos, de la désinformation, des manipulations par l'IA? Que nenni! Cette citation de J.G. Ballard, auteur de science-fiction, date d'il y a environ cinquante ans. Son diagnostic a manifestement des antécédents. M. Ballard a anticipé un sentiment étrange, qui n'allait vraiment infuser dans la conscience générale qu'à la fin des années 1970: la post-modernité, où plus rien n'est sûr.

La postmodernité en Occident et en Orient

Pendant une ou deux décennies, aucun débat culturel n'a échappé au mot magique qui postulait que nous étions entrés dans une nouvelle ère, toujours moderne, certes, mais différente. On l'a baptisée « postmodernité » et elle se caractérise par l'absence d'un récit global unificateur. Elle est multiple, fragmentée et ambiguë. Il en a ensuite été de moins en moins question, en tout cas en Occident. Nous n'avons pas remarqué que, pendant cette période, « la Russie s'est véritablement enivrée de relativisme », comme le soutient Roman Horbyk. Ce spécialiste ukrainien des médias et de la propagande en Europe de l'Est, entre autres, enseigne et mène des recherches à l'Université de Zurich. C'est seulement dans les années 1990, après l'effondrement du bloc soviétique, que la Russie a eu accès à toutes ces théories – et il y en avait beaucoup à rattraper. « Le pays a intégré de telles idées venues de l'Occident. » M. Horbyk qualifie non sans ironie le résultat de cette intégration de « McLéninisme »: une sorte de mélange entre les idéologies de Lénine et du théoricien canadien Marshall McLuhan, grand prêtre de la pensée postmoderne, qui dissout toute certitude et désoriente par conséquent.

Que tout le monde perde ses repères!

Un personnage en particulier retient notre attention: Vladislav Surkov. On le retrouve au cœur d'un film d'Adam Curtis, documentariste et archiviste de la BBC. Intitulé « Hypernormalisation », cette œuvre touche à tout: Syrie, Russie, intelligence artificielle, turbulences politiques et idéologiques dans le monde entier. D'après M. Curtis, Vladislav Surkov – proche conseiller de Vladimir Poutine et ancien metteur en scène de théâtre d'avant-garde – s'est attaché à

« transformer la politique en une scène étrange où plus personne ne savait distinguer le vrai du faux ». Les camarades de M. Surkov se décrivaient comme des « technologues politiques ». Pour la plupart issues de la dissidence, ces personnes avaient soudain trouvé leur place à la cour du président Poutine. Depuis lors, la stratégie intrinsèque du Kremlin consiste à semer la confusion dans les esprits pour que tout le monde, opposition comprise, perde ses repères. En d'autres termes, selon les propres mots de M. Surkov: il s'agit d'utiliser les conflits pour « maintenir la perception dans un état constant de fluctuation, afin de diriger et de contrôler ».

Spécialiste des médias, Roman Horbyk connaît bien le personnage haut en couleur qu'est Vladislav Surkov et son parcours atypique: « On devrait peut-être le qualifier non pas d'artiste, mais plutôt d'escroc. » Illusionniste et imposteur de haut vol, il a largement puisé dans ses connaissances culturelles pour acquérir une expertise sur toutes les théories postmodernes. Il avait compris que l'on pouvait, pour ainsi dire, battre l'Occident à son propre jeu en recourant au postulat que toute réalité est construite, que chaque individu possède en définitive sa propre vérité. Un relativisme postmoderne façonné par l'Occident lui-même.

Depuis 2008, « Russia Today » s'emploie à jeter le doute sur l'Occident, ses médias et ses valeurs.

Perte des valeurs, crise économique et tournant technologique

Vladislav Surkov n'était pas seul, bien sûr. D'anciennes structures de la Russie ont tenu bon dans les années 1990, comme le rappelle Roman Horbyk: « Le KGB, à son apogée, était une organisation puissante, regroupant une masse de personnes et de savoir-faire dans l'art de la manipulation de l'information. » L'Occident n'avait pas encore réalisé qu'un tout nouveau type de propagande allait en sortir. « Nous avons besoin de nouveaux ouvrages de référence en matière de propagande », assène M. Horbyk.

Ce spécialiste des médias y travaille justement. Il lui semble crucial, pour commencer, de mettre l'accent non pas sur les ruptures, mais sur les continuités dans l'histoire de la propagande. Trois facteurs sont déterminants, à ses yeux, pour que la machine à influencer démarre vraiment. Tout d'abord, la perte de valeurs sociales fiables. Cela s'est produit en Russie en 1991, quand toute une idéologie s'est écroulée, laissant les gens désorientés. « Et nous observons la même chose en Occident, de nos jours, avec l'érosion des anciennes valeurs. » S'y ajoute une variable importante: l'économie.

Plus elle vacille, plus les propagandistes en profitent. Le troisième ingrédient essentiel est, selon Roman Horbyk, l'évolution technologique. Celles et ceux qui acquièrent rapidement de bonnes compétences médiatiques disposent de grandes possibilités d'influencer la population. Lénine et les bolcheviks l'ont démontré, tout comme Hitler et Goebbels.

Diffuser le chaos plutôt que la «vérité»

Pour résumer, on pourrait diviser l'histoire de la propagande en trois phases : au début, elle consistait simplement et au sens premier du terme (du latin *propagare*, «diffuser, étendre») à propager la vérité – catholique – dans le monde. À ce moment, qui correspond au 17^e siècle, il a d'abord fallu créer des médias pour diffuser cette vérité. On n'emploierait le terme «propagande» au sens où on l'entend aujourd'hui qu'à partir de la deuxième phase, que l'on pourrait qualifier d'ère de la manipulation. Elle se caractérise par les médias de masse ainsi que par la pensée de la publicité et de la psychologie. La propagande s'est alors aussi scientifiée.

Et nous voilà désormais à l'ère de la propagande postmoderne, très bien illustrée par l'histoire de la chaîne de télévision RT (anciennement Russia Today). Démarrée comme un ambitieux projet de diplomatie publique, visant à donner une image positive de la Russie au reste du monde, elle a évolué en 2008 pendant le conflit entre la Russie et la Géorgie. Depuis lors, RT s'emploie à jeter le doute sur l'Occident, ses médias et ses valeurs, conformément à son slogan actuel «Question more» («Osez questionner» en français). La déclaration d'un membre du personnel en dit long : «J'ai demandé à mon rédacteur en chef quelle était la ligne de RT sur cette question [le Brexit]. Il m'a répondu que la ligne de RT, c'est tout ce qui sème le chaos.»

Pour riposter: résilience et confiance

Cette nouvelle forme de propagande ne vise plus à construire des récits afin de conserver le pouvoir. Elle consiste ouvertement à diffuser des informations trompeuses. Cela explique aussi pourquoi

elle fonctionne même quand les vérités diffusées sont faciles à réfuter et paraissent totalement fallacieuses. La littérature spécialisée décrit d'ailleurs ce phénomène par le terme «propagande peu convaincante» (*unconvincing propaganda*). Voilà comment articuler la riposte: nous avons besoin non pas de davantage de vérification des faits, mais de résilience. Nous devons garder confiance dans les principes attaqués de toute part. Ce type de propagande a déjà gagné s'il parvient à nous faire paniquer un tant soit peu, s'il est assez convaincant pour avoir un impact, déstabiliser et diviser. En réalité, nous avons affaire ici à des astuces plutôt limpides, qui visent nos points faibles. Quelqu'un a qualifié Donald Trump de «magicien du chaos». La meilleure façon de riposter serait donc d'endurer quelque peu le chaos jusqu'à ce que les astuces aient perdu de leur magie. Et de constater qu'au milieu de ce désordre, beaucoup de choses demeurent intactes: nous avons un système judiciaire indépendant, certains pays résistent assez bien au populisme et la démocratie n'est pas forcément un modèle dépassé juste parce qu'on veut nous le faire croire. Et n'avons-nous pas, depuis longtemps déjà, commencé à poser un œil critique sur le postmodernisme?

La carrière du chef illusionniste Vladislav Surkov a été mouvementée ces dernières décennies. Il semble qu'il soit toujours en poste, mais il pourrait avoir confié les tâches concrètes à ses disciples. Roman Horbyk mentionne l'«ONG fictive» et machine de propagande en ligne ANO Dialog, qui a pour objectif officiel de favoriser le dialogue entre la société et le gouvernement. Ce pourrait en réalité être l'œuvre de M. Surkov. Avec une différence non négligeable, soulignée par M. Horbyk: la propagande est devenue aujourd'hui une activité médiatique très lucrative, grâce au financement du Kremlin •



LES PAGES DE LA BAS

«TOUT LE MONDE DOIT AVOIR ACCÈS AUX INFORMATIONS UTILES À LA DÉMOCRATIE»

Comment le journalisme local peut-il aujourd'hui toucher un public jeune tout en étant rentable? Le magazine en ligne «Tsüri», soutenu par le Fonds d'innovation de la BAS, prouve que cela est possible. Simon Jacoby, codirecteur et rédacteur en chef, raconte la genèse de «Tsüri» et donne la recette de son succès. Texte: Katharina Wehrli



Photo: mäd

Simon Jacoby, fondateur et rédacteur en chef de «Tsüri», a été nommé journaliste local de l'année en 2024.

Le journalisme local est à la peine. De nombreuses publications locales ont disparu au cours des dernières décennies, ou alors elles doivent réduire leur couverture médiatique pour cause de contraintes budgétaires. Ce n'est pas le cas de «Tsüri»: ce magazine en ligne zurichois, urbain et indépendant, résiste depuis dix ans. «Tsüri» s'adresse à un public jeune (la majorité des lectrices et lecteurs a entre vingt et quarante ans) et informe chaque jour sur l'actualité de la ville. Il s'intéresse en particulier au logement, à la politique, au climat, à la vie citadine et - depuis peu - à la culture. Tous les contenus de «Tsüri» sont accessibles gratuitement, tout comme sa lettre d'information quotidienne, que reçoivent plus de 20 000 personnes, et les différentes infolettres hebdomadaires. L'une d'elles résume et explique les débats du conseil municipal zurichois. «Tsüri» progresse continuellement et, comme l'indique son fondateur Simon Jacoby, sa situation financière est très bonne depuis environ deux ans. Comment cela est-il possible?

De la fraîcheur dans le journalisme local

Au départ se trouvait un petit groupe hétéroclite de jeunes qui partageaient une vocation de journalistes, raconte Simon Jacoby, dans les locaux de la rédaction de «Tsüri». Cette dernière a récemment emménagé dans une ancienne usine d'emballage à Zurich-Altstetten. Celui qui est devenu rédacteur en chef et codirecteur décrit ainsi la motivation de l'équipe fondatrice, il y a dix ans: «Au moment de la fondation, nous avions envie d'explorer deux pistes. Peut-on imaginer faire du journalisme local seulement sous la forme numérique? Et pouvons-nous amener un public jeune à s'intéresser à des sujets politiques?» À l'époque, avant que débute le mouvement de la grève pour le climat, on disait que les jeunes se fichaient de la politique. M. Jacoby et ses collègues n'en croyaient rien.

Voilà comment, sans aucune expérience journalistique, l'équipe a créé en 2015 un nouveau magazine urbain en ligne. «Nous n'avions ni forme juridique, ni structure interne, ni modèle économique. Nous avons tout simplement commencé avec un site web fait maison, un dossier Google Drive et une page Facebook. Point», se souvient Simon Jacoby, qui a étudié les sciences politiques et le journalisme à l'Université de Zurich. À l'ori-

gine, le projet était bénévole et prévu pour durer deux ans. On a vite constaté un très grand besoin de journalisme local différent: au lieu des 2000 visiteuses et visiteurs attendu-e-s, le site web en a accueilli 25 000 le premier mois. Décision a rapidement été prise de pérenniser le projet.

Le journalisme en tant que bien public

L'équipe a conçu un modèle économique reposant sur deux sources de revenus: la publicité et les cotisations volontaires des membres. Le contenu journalistique devait être gratuit et accessible à toutes et tous. Une décision motivée par l'intention d'élargir l'audience, mais aussi par la conviction que le journalisme est un bien public, comme l'affirme le site web de «Tsüri». Son fondateur ajoute: «Tout le monde doit avoir accès aux informations utiles à la démocratie, indépendamment de ses moyens.»

La quête du capital initial a été difficile, vu le pessimisme qui régnait alors dans la branche. L'équipe fondatrice est finalement parvenue à réunir les fonds nécessaires dans son propre cercle. Elle a pu se lancer et créer le magazine en ligne avec des ressources limitées: «Nous avons longtemps navigué à vue», confirme Simon Jacoby. Peu à peu, le constat s'est imposé qu'outre les recettes publicitaires et les cotisations, une troisième source de financement était indispensable.

Participation du Fonds d'innovation

Le groupe a décidé de miser aussi sur les recettes provenant d'événements communautaires et a développé le concept «Civic Media»: des tables rondes, promenades en ville ou ateliers conçus pour rapprocher les habitant-e-s des sujets et débats locaux, par exemple le logement, la mobilité ou l'économie circulaire. L'équipe de «Tsüri» comptait générer ainsi davantage de revenus (principalement grâce à des parrainages), mais également accroître l'impact de son propre travail journalistique.

Avec le projet «Civic Media» en complément de son modèle commercial, l'équipe fondatrice s'est lancée pour la deuxième fois à la recherche de capitaux. Elle a obtenu, entre autres, le soutien du Fonds d'innovation de la BAS. La jeune entreprise était déjà en relation avec la Banque en tant que cliente commerciale. «Dès le

début, nous savions que nous voulions travailler avec elle, car ses valeurs correspondent aux nôtres.» Simon Jacoby tient à dire combien il apprécie le contact personnel avec la BAS: «Je n'ai jamais l'impression de parler à une entreprise anonyme quand j'ai besoin de quelque chose.» Le Fonds d'innovation a participé à la deuxième phase de financement à hauteur de 50 000 francs. «Cela nous a énormément aidé-e-s, notamment en matière de crédibilité», se souvient M. Jacoby. «Nous étions alors en pourparlers avec différentes personnes. Une fois que le Fonds d'innovation nous a accordé son soutien financier, les autres ont suivi.»

Une recette pour d'autres villes ?

Depuis 2018, le concept événementiel «Civic Media» a du succès, aussi bien financièrement qu'en ce qui concerne l'impact attendu. «Quand nous organisons par exemple des promenades en ville et visitons des entreprises fonctionnant en circuit, cela touche beaucoup plus les participantes et participants qu'un article journalistique», relève Simon Jacoby. «Tsüri» est aujourd'hui économiquement plus solide que jamais: les revenus de l'entreprise sont stables, elle n'a pas de dettes et bénéficie d'une subvention de deux ans du fonds international Media Forward Fund. Cela lui permet de se consacrer à de nouveaux projets. L'entreprise a ainsi lancé il y a peu «WNTI», magazine urbain numérique pour Winterthur, en collaboration avec l'association *Winterthurer Verein für Medienvielfalt* et avec le soutien d'une fondation.

Simon Jacoby et ses collègues auraient donc trouvé la recette pour un journalisme local durable? «Nous en avons assurément trouvé une», rétorque le rédacteur en chef. D'après lui, elle peut fonctionner à condition de disposer systématiquement de trois sources de revenus:

la publicité, les cotisations des membres et les événements. «En tout cas dans des villes ou agglomérations de la taille de Zurich.» Le nouveau magazine «WNTI» montrera si ce modèle économique confirme son efficacité dans une ville comme Winterthur, avec ses 100 000 habitant-e-s. Il serait alors transposable. Certes, on trouve déjà des magazines urbains numériques dans d'autres grandes villes, mais M. Jacoby sait que le besoin est important ailleurs. «Beaucoup de gens nous ont écrit pour nous demander quand une offre similaire allait être disponible chez eux.» Le problème majeur réside, à son avis, dans le manque de couverture journalistique des régions rurales. «Je ne vois pas comment le journalisme pourrait s'y autofinancer. L'État doit soutenir les médias locaux», affirme l'entrepreneur avec conviction. «Même quand le journalisme n'est pas rentable, nous en avons besoin en tant que société.»

Les sujets locaux font la différence

Et quel est l'avenir de «Tsüri», selon notre interlocuteur, nommé journaliste local de l'année 2024? «Nous aimerions devenir la plus grande rédaction locale de la ville.» Il envisage d'étendre en outre le contenu: à ce jour, les reportages de «Tsüri» ne couvrent pas l'économie, la finance et le sport. Pour M. Jacoby, le journalisme local est la discipline reine du métier et, en tant que tel, il a également de l'importance pour la démocratie. Car sans lui, la désinformation grignote du terrain et la participation aux processus civiques s'étiolent. Des études le confirment. Bien sûr, le journalisme est nécessaire aussi aux niveaux international et national, convient le fondateur de «Tsüri», «mais ce sont souvent les sujets locaux qui font la différence au quotidien».

«Tsüri» organise régulièrement des événements: ici, une table ronde sur l'économie circulaire dans une halle de production de l'entreprise Freitag, à Zurich-Oerlikon.



Photo: mäd

NOUVEAUX FONDS BIENVENUS POUR DES FINANCEMENTS SOCIO-ÉCOLOGIQUES DANS L'ÉCONOMIE RÉELLE

Le modèle d'affaires unique de la BAS fait ses preuves depuis 35 ans. Il met en relation des bailleuses et bailleurs de fonds avec des preneuses et preneurs de crédit qui se soucient des aspects socio-écologiques. Pour répondre à la forte demande de financement, la BAS aimerait recevoir de nouveaux fonds. Elle pourra ainsi soutenir davantage de fermes bio, de logements coopératifs, d'installations photovoltaïques et de rénovations durables de bâtiments.

Texte: Julia Barriga et Larissa Jecker

Depuis sa création en 1990, la BAS est restée fidèle à son orientation éthique ainsi qu'à son engagement vis-à-vis des êtres humains et de la nature, et cela dans toutes ses activités commerciales. Les nouveaux fonds apportés par des clientes et clients ont parfois dépassé la demande de crédits. Ainsi, la Banque a connu une forte augmentation de sa clientèle à la suite de la crise financière et économique de 2008, ou en 2018 avec le lancement de son guichet en ligne pour l'ouverture de compte.

La BAS, fournisseuse reconnue de crédits durables

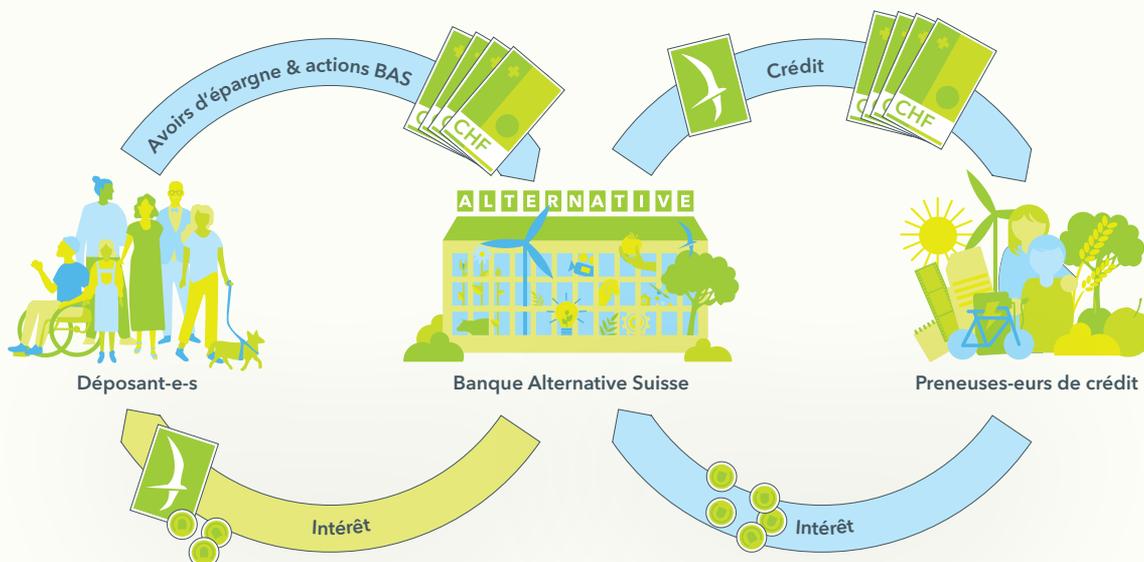
La Banque a enregistré pendant une longue période une augmentation des avoirs déposés par sa clientèle - une augmentation qui perdure. Depuis quelques années, elle constate également une forte progression de ses activités de crédit. La BAS a su s'établir comme une fournisseuse de financements durables et, conformément à sa mission, accorder davantage de crédits dans ses secteurs d'encouragement. La notation du WWF pour les banques de détail suisses en 2024 et le classement «Top Banken 2025» attribué par l'hebdomadaire allemandique «Handelszeitung» sont venus confirmer la bonne position de la BAS en matière de financement. Cela concerne aussi bien la durabilité que la satisfaction de la clientèle.

Grâce à ses activités de crédit fructueuses, la BAS a atteint fin 2024 l'équilibre voulu entre les avoirs déposés par la clientèle et les prêts alloués. Elle doit ce succès à son modèle d'affaires, qui repose sur la solidarité entre déposantes ou déposants et emprunteuses ou emprunteurs. La clientèle met son avoir à la disposition de la Banque afin qu'elle le transmette, sous la forme de crédits, à des entreprises et organisations durables. Et cela dans le respect des critères stricts d'exclusion et d'encouragement de la BAS.

Rendre possible des projets socio-écologiques

La Banque constate actuellement une forte demande pour des financements conformes à ses valeurs et exigences éthiques. Elle aimerait y répondre et accorder davantage de crédits à des entreprises qui créent une valeur ajoutée sociale ou écologique concrète. Par exemple, dans les énergies renouvelables, la construction de logements d'utilité publique ou la transformation durable de PME. Pour que la BAS puisse continuer à financer intégralement ses nouveaux prêts, elle a besoin de nouveaux fonds sous forme d'avoirs de sa clientèle ou de capital-actions.

Le modèle BAS: la solidarité entre déposant-e-s et preneuses-eurs de crédit



Voici comment, en tant que cliente ou client, vous pouvez permettre à la BAS de continuer à accorder des crédits:



- Transférez votre argent d'une autre banque vers la BAS en le déposant sur un compte courant, d'épargne ou de prévoyance 3a, ou investissez-le dans des obligations de caisse.
- Souscrivez des actions BAS et devenez copropriétaire de la Banque.
- Recommandez la BAS dans votre entourage privé et professionnel.

La BAS ne prête pas à n'importe qui

L'argent confié à la BAS ne doit pas nuire à des personnes ou à l'environnement ni financer des bonus ou des salaires excessifs. La Banque applique systématiquement ses critères d'exclusion stricts pour l'octroi de crédits et pour ses opérations de placement. Afin de bénéficier d'un crédit, une entreprise ne pourra pas, par exemple, travailler dans un domaine comme l'énergie nucléaire ou fossile, l'agriculture industrielle, l'armement, ou encore les jeux de hasard. En plaçant votre argent à la BAS, vous avez la certitude qu'il sera investi dans des projets sociaux ou écologiques et ne servira pas à des fins spéculatives.

Obligation de caisse BAS Nouveaux fonds

Une obligation de caisse est synonyme de sécurité élevée et de revenu régulier pendant toute la durée du placement. Les souscriptions faites en apportant de nouveaux fonds bénéficient actuellement de taux d'intérêt spéciaux.

bas.ch/nouveaux-fonds

Actions BAS

En souscrivant des actions BAS, vous renforcez le socle de la Banque et créez une base importante pour que la BAS puisse octroyer des crédits.

bas.ch/actions

Quelques exemples de la clientèle de crédit de la BAS

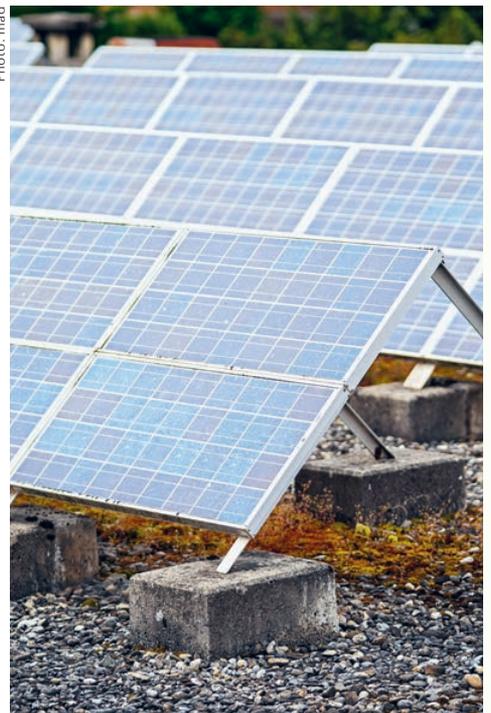
Photo: Chloé Cohen



Photo: Manuel Gros



Photo: mad



- **Agriculture durable:**
Ferme des Gadelles, Ecoteaux
- **Habitat ou espace de travail durable:**
coopérative immobilière Zurlinden, Zurich
- **Énergies renouvelables:**
SI-REN, Lausanne

Davantage de portraits sont disponibles sur bas.ch/portraits-de-credit

« MON SOUHAIT POUR VOUS: RESTEZ FIDÈLES À VOS VALEURS »

Anita Wymann a présidé le conseil d'administration de la BAS de 2016 au 23 mai 2025. La nouvelle présidente est Valérie Anouk Clapasson. Début 2025, les deux femmes ont évoqué lors d'un entretien les événements marquants, les décisions courageuses et l'avenir d'une banque fondée sur des valeurs. Propos recueillis par Julia Barriga

Anita Wymann, ces dernières années, qu'est-ce qui a changé à la BAS en matière de fidélité aux valeurs et de cohérence ?

Anita Wymann Nous demeurons fidèles à nos valeurs fondamentales, mais en discutons régulièrement et procédons aux ajustements nécessaires. Aujourd'hui comme hier, la banque est portée par des personnes qui voient la Suisse autrement, qui l'aimeraient plus solidaire, plus écologique, plus responsable, y compris à l'égard du reste du monde.

Valérie Anouk Clapasson Je trouve remarquable que nous ayons récemment accueilli beaucoup de jeunes collaboratrices et collaborateurs, qui ont un haut niveau de connaissances pointues et soutiennent vigoureusement les valeurs de la BAS. Elles et ils nous choisissent pour nos valeurs éthiques, avec certes de bonnes conditions de travail, mais un salaire moins élevé que dans les banques traditionnelles.

Anita Wymann À ce propos, j'aimerais rappeler que nous formons des apprenties et apprentis depuis environ dix-huit ans. Je considère cela comme une façon importante d'assumer nos responsabilités.

Valérie Anouk Clapasson Absolument. Commencer sa vie professionnelle à la BAS influence probablement toute une carrière. Les gens qui changent de banque continueront à porter les valeurs de la BAS.

Anita, quels acquis ou quelles évolutions de tes années à la BAS te tiennent le plus à cœur ?

Anita Wymann Tout! Je suis heureuse de l'évolution de la BAS. Nous avons dû prendre des décisions audacieuses, ces dernières années, que ce soit en introduisant des taux d'intérêt négatifs ou en créant notre propre fonds de placement en tant que petite banque. Pendant ces années difficiles, la Banque a parfois versé peu, voire pas de dividende, mais les actionnaires ont toujours donné leur accord. Ce que nous faisons avec le capital-actions compte davantage pour beaucoup d'entre elles et eux que le montant de leurs dividendes. Notre adhésion à la Global Alliance for Banking on Values (GABV) en qualité de membre fondatrice, il y a seize ans, a aussi été déterminante. Nous avons choisi de travailler avec d'autres banques partageant les mêmes valeurs éthiques à l'échelle internationale et avons ainsi pu établir un bon réseau de relations.

Valérie, comment vois-tu le futur de la BAS et les perspectives de l'activité bancaire éthique en Suisse ?

Valérie Anouk Clapasson Ces dernières années, les conséquences de notre mode de vie sur les gens et sur la planète sont devenues de plus en plus évidentes. Pandémie, guerre en Europe: les crises se multiplient. Les banques fondées sur des valeurs éthiques peuvent y remédier en réorientant les moyens financiers de projets nuisibles vers des projets porteurs d'avenir. Voilà précisément ce que fait la BAS, et c'est notre chance. Je trouve très encourageant que beaucoup de jeunes s'intéressent de près à la situation mondiale. Nous pouvons les inspirer, leur montrer comment des changements positifs sont possibles.

Anita, vois-tu aussi les choses ainsi ?

Anita Wymann La société se rallie à nombre de valeurs qui ont mené à la création de la BAS. Cependant, je suis choquée de constater qu'il subsiste, dans le monde politique suisse, des gens qui prétendent que le réchauffement climatique n'est pas la conséquence des activités humaines. On trouve donc encore des personnes qui refusent de considérer et d'assumer leurs responsabilités. La BAS doit rester d'autant plus cohérente et courageuse pour faire avancer la transition vers la durabilité.

Que peut-on attendre de ton mandat ?

Valérie Anouk Clapasson Avec l'ensemble du personnel, je veillerai à ce que les valeurs de la BAS demeurent au cœur des pré-occupations, tout en permettant à la Banque de continuer à évoluer. Nous devons nous demander quelles offres sont utiles aujourd'hui et demain pour un monde où il fait bon vivre. J'aimerais que notre type d'activité bancaire s'impose en Suisse.

À quoi la BAS devra-t-elle faire attention à l'avenir ?

Valérie Anouk Clapasson D'une part, nous devons fonctionner de manière stable avec des processus efficaces et rester agiles. D'autre part, il est important que nous transformions nos processus et nos structures en fonction des changements apportés par les régulateurs, que nous gardions une structure de gouvernance solide et transparente. Enfin, nous devons maintenir un dialogue constant avec notre clientèle et nos actionnaires. Lorsque nous concevons ou lançons de nouveaux produits, ceux-ci doivent être adaptés aux besoins et promouvoir nos valeurs. La BAS doit aussi continuer d'évoluer et devenir plus accessible, afin de répondre à ce que la clientèle attend d'une banque pour ses transactions au quotidien.

Anita, qu'aimerais-tu dire à l'équipe de la BAS ?

Anita Wymann Tout d'abord, merci! Merci à toutes celles et tous ceux qui font partie de cette communauté pour leur engagement quotidien. Je vous invite à rester fidèles à vos valeurs, même quand les moyens sont limités et par vent contraire. N'ayez pas peur des décisions impopulaires et de l'inconfort. Ne laissez pas le système vous engloutir, incarnez une véritable alternative. J'espère que votre engagement vous procurera beaucoup de joie et d'énergie, car vous pouvez encore et encore constater son impact.

Vous trouverez une version plus longue de cette entrevue dans le rapport de gestion 2024 de la Banque Alternative Suisse. L'intégralité de l'entretien est disponible sur bas.ch/gb2024-interview

Découvrez le portrait détaillé de la nouvelle présidente du conseil d'administration de la BAS, Valérie Anouk Clapasson, sur moneta.ch/clapasson

MERCI, ANITA!

L'assemblée générale du 23 mai 2025, au Volkshaus de Zurich, a été l'occasion de remercier Anita Wymann pour ses accomplissements en tant que présidente du conseil d'administration. Elle a rejoint cet organe en 2004, puis l'a dirigé à partir de 2016. Christina Aus der Au, elle aussi membre du conseil d'administration de la BAS de 2005 à 2022, a prononcé l'éloge publié ici sous forme abrégée. Depuis 2019, elle est chargée de cours à la Haute école pédagogique de Thurgovie, où elle enseigne les religions, l'éthique, la philosophie et la politique. Elle préside en outre le Conseil synodal de l'Église évangélique de Thurgovie depuis 2022.

Texte: Christina Aus der Au

Chère Anita!

Tu es entrée au conseil d'administration en 2004 avec trois compétences: premièrement, tu t'y connais en matière de droit, de banque et d'entreprise. Deuxièmement, tu es familiarisée avec les affaires politiques et publiques, et habituée à affronter des vents contraires. Troisièmement, tu sais motiver les gens qui apprennent et leur transmettre des connaissances.

Tu es donc arrivée en étant triplement compétente. Et, surtout, tu voulais – et veux toujours – faire bouger les choses. Tu as accédé à la présidence du conseil en 2016 et as été mise au défi dans tous les domaines: la BAS venait d'introduire des taux d'intérêt négatifs pour sa clientèle privée. Elle était la première banque à le faire. Puis les défis se sont enchaînés:

- En 2017, la Banque a établi les bases de sa transformation numérique et internationale.
- Depuis 2018, on peut ouvrir un compte en ligne à la BAS.
- En 2019, la Banque a lancé son propre fonds de placement.
- En février 2020, première année de la pandémie de coronavirus, la BAS est parvenue de justesse à organiser, à Berne, la conférence annuelle de la *Global Alliance for Banking on Values (GABV)*.
- Depuis 2021, la Banque mesure son empreinte carbone non seulement pour ses placements et son fonctionnement, mais aussi pour ses financements.
- En 2022, la BAS a lancé une application bancaire mobile.
- En 2023, la Banque a préparé intensivement sa transition vers la sociocratie 3.0.
- Depuis 2024, l'application ABS Twint est disponible.

Photo: Anni et Julian, anni-julian.ch



Anita Wymann (à gauche) a présidé le conseil d'administration de la BAS de 2016 jusqu'au 23 mai 2025. Valérie Anouk Clapasson (à droite) est la nouvelle présidente de cet organe.

Et ce ne sont là que quelques-uns des événements qui ont marqué chacune de ces années! En parallèle des activités du quotidien, de l'encouragement de projets innovants, de l'attribution de postes clés de la Banque et de la réorganisation de la direction générale afin de former un trio sans présidence. Tu t'es investie pleinement avec tout ton savoir-faire; tu as pris tes responsabilités et as toujours tenu les rênes en main. Tu as su garder ta bonne humeur et n'as jamais renoncé à ton ambition de faire de la BAS, avec tous ses organes, une banque axée sur les valeurs, mais aussi très professionnelle.

Tu n'as pas hésité à prendre des décisions difficiles ni à croiser le fer. Tes convictions bien tranchées, tu les défends avec vigueur, mais en te concentrant sur le fond, jamais sur la personne. «J'estime qu'il est crucial de donner toute la priorité aux valeurs [éthiques]. La rentabilité doit rester un moyen et non une fin», as-tu déclaré dans une entrevue publiée dans le rapport annuel 2024. Et tu as toujours agi en conséquence.

Même ChatGPT, à qui j'ai demandé de me parler brièvement de toi, le sait: «En résumé, Anita Wymann est décrite comme une dirigeante cohérente, innovante et attachée à ses valeurs, qui vit ses convictions aussi bien dans sa vie professionnelle que dans son engagement personnel.»

Je te remercie pour ton engagement de longue haleine, pour ton triple savoir-faire, pour ton fort pouvoir de motivation, mais aussi pour ton grand cœur, qui t'a fait rayonner pendant ces vingt-et-un ans passés au conseil d'administration de la BAS. Tu vas nous manquer.

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ÉLIT UN NOUVEAU MEMBRE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET ACCEPTE TOUTES SES PROPOSITIONS

Lors de la 34^e assemblée générale ordinaire de la Banque Alternative Suisse, les actionnaires ont approuvé toutes les propositions. L'assemblée a confirmé Albi Wuhrmann pour un nouveau mandat de trois ans au conseil d'administration et y a élu Florian Barras pour la même durée. Anita Wymann, membre et présidente du conseil d'administration depuis de nombreuses années, a été honorée par un discours élogieux après 21 ans passés au sein de cet organe.

L'assemblée générale 2025 de la BAS s'est tenue le vendredi 23 mai 2025 au Volkshaus de Zurich, en présence de 430 actionnaires réunissant 14 121 voix. Par ailleurs, le représentant indépendant disposait de 28 967 voix. La participation s'est donc élevée, au total, à 24,31 pour cent des actions avec droit de vote.

Lors des élections et des votations, l'assemblée générale a approuvé à une large majorité toutes les propositions du conseil d'administration (CA).

L'assemblée a notamment:

- approuvé le rapport annuel 2024 du CA ainsi que les comptes annuels 2024;
- pris connaissance des rapports de l'organe de révision et de l'organe indépendant de contrôle d'éthique;
- décidé d'affecter 100 000 francs issus du bénéfice au bilan à la réserve légale générale, de verser 1 676 557 francs de dividendes (10 francs pour les actions de catégorie B et 1 franc pour les actions de catégorie A), de faire un don de 200 000 francs au Fonds d'innovation et de reporter 138 862 francs à nouveau;

- donné décharge au CA pour l'exercice 2024;
- élu Albi Wuhrmann (ancien) et Florian Barras (nouveau) au CA pour un mandat de trois ans chacun;
- élu Grant Thornton SA, à Zurich, (ancien) en tant qu'organe de révision externe pour un mandat de trois ans;
- approuvé une modification des statuts permettant à deux membres du CA de prendre des décisions relatives à l'abaissement ou à l'augmentation du capital-actions dans le cadre de la fourchette de capital prévue par les statuts, leur unanimité étant requise pour la prise de décision.

Anna Zuber, membre du CA, a reçu les remerciements de l'assemblée générale 2025, car elle n'a pas souhaité se faire réélire. Anita Wymann, présidente démissionnaire du CA, a également été félicitée. Membre de cet organe depuis 2004, elle l'a présidé depuis 2016. L'éloge d'Anita Wymann (voir page 19) a été prononcé par Christina Aus der Au, elle-même membre du CA de 2005 à 2022.

Informations supplémentaires sur: bas.ch/ag2025

DES PAIEMENTS ENCORE PLUS SÛRS GRÂCE À VOTRE CARTE DEBIT MASTERCARD

En tant que cliente ou client de la BAS, votre carte Debit Mastercard vous offre non seulement une grande flexibilité lors de vos déplacements, mais aussi une sécurité supplémentaire. La cyberassurance intégrée vous fait désormais profiter d'une protection exclusive et gratuite dans le monde entier, à concurrence d'une somme assurée de 3000 francs et de deux sinistres par année.

Toutes et tous les titulaires de carte bénéficient des avantages suivants:

- **Data Protect:** Protection contre les dommages financiers consécutifs à une utilisation frauduleuse de votre carte, par exemple par hameçonnage.
- **Protection en ligne étendue:** Protection en ligne étendue: Couverture en cas d'utilisation abusive d'un de vos comptes auprès d'un commerce en ligne suisse ou en cas de problèmes avec des services achetés en ligne.

Vous trouverez des informations détaillées sur la nouvelle cyberassurance ici: bas.ch/cyber-assurance



INFO IMPORTANTE SUR LES ENCARTS

Les offres de souscription pour des participations ou des obligations, insérées dans ce journal, n'ont pas été validées par la BAS. Il ne s'agit donc pas d'une recommandation d'achat de la Banque.

«ÊTRE BANQUIER, C'EST CRÉER DES LIENS ET DES POSSIBILITÉS»

À 33 ans, Florian Barras connaît sur le bout des doigts le fonctionnement des banques éthiques. Mais c'est aussi pour défendre les valeurs de durabilité et de solidarité chères à la BAS qu'il a choisi d'en rejoindre le conseil d'administration. Texte: Sylvie Ulmann

Photo: Anni et Julian, anni-julian.ch

Tout a démarré avec une rencontre entre Florian Barras et un banquier de campagne: «Il s'occupait de la succursale du village où travaillait ma mère, qui comptait une centaine d'habitantes et habitants. Il connaissait tout le monde, était au courant de tout ce qui se passait, ce qui lui permettait d'aider les gens et de les soutenir dans leurs projets. Il créait des liens et cela m'a donné envie de faire ce métier.» Un rôle de pont dont le plus jeune membre du conseil d'administration de la BAS a fait sa ligne de conduite.

Pendant ses études à l'UNIL - il est titulaire d'un bachelors en sciences de l'environnement et d'un master en fondements et pratiques de la durabilité -, Florian Barras entame un travail chez UBS. Un moyen pour lui de financer ses études tout en faisant ses premiers pas dans le monde bancaire: «J'ai grandi sur le green du golf que ma mère avait créé, donc entre verdure et affaires. J'ai compris très tôt à quel point l'influence des banques est une clé dans la société, tout particulièrement en Suisse.» Il en est convaincu: faire rimer «business» avec «équité» débouche sur une équation dont tout le monde sort gagnant. Mais il réalise aussi que bon



nombre d'initiatives solidaires demeurent lettre morte, faute de financement, car les critères bancaires sont très stricts.

Il bifurque, devient chargé de communication à la fondation Zoein, dont le but consiste à coproduire des savoirs engagés, avant d'entamer un doctorat en sciences de l'environnement, toujours à l'UNIL.

Sa thèse, qu'il a soutenue cet hiver, portait justement sur les banques éthiques dans le contexte de la décroissance*. Son travail de recherche l'a amené à analyser le fonctionnement de nombre de ces établissements en Europe, dont la BAS. C'est précisément dans ce contexte qu'il a appris l'ouverture d'un poste au conseil d'administration de cette dernière. Le profil, qui requiert de solides connaissances des enjeux éthiques du monde de la finance, semble taillé tout exprès à ses mesures. Mais il pose sa candidature avant tout parce que l'institution incarne la drabilité sociabilisée et solidaire, des valeurs qui lui sont chères et qu'il a à cœur de défendre.

*bit.ly/examination_ethical_banking

En mémoire de Lukas Engelhardt

Nous portons le deuil de notre collaborateur et collègue Lukas Engelhardt, décédé subitement et bien trop tôt, à 36 ans.

Avec Lukas, nous perdons un conseiller à la clientèle engagé et loyal. Il était pour nous bien plus qu'un collègue: un ami dévoué et un compagnon, un homme de cœur et d'esprit. Notre relation était empreinte de confiance et de respect. Son calme et sa réflexion nous manqueront beaucoup. Lukas laisse un grand vide dans nos vies et dans nos cœurs.

Nos pensées vont à sa famille et à ses proches.

L'équipe de la Banque Alternative Suisse SA

UN APPRENTISSAGE À LA BAS

Deux places d'apprentissage sont proposées au siège de la BAS, à Olten, dès août 2026:

EMPLOYÉ-E DE COMMERCE CFC BANQUE AVEC OU SANS MATURITÉ PROFESSIONNELLE

Nous t'enseignerons en trois ans tout ce que tu dois savoir en tant qu'employé-e de banque. À la BAS, tu découvriras en outre comment une banque peut contribuer à rendre le monde meilleur.

Ton apprentissage te familiarisera avec douze différents services de la Banque Alternative Suisse ainsi qu'avec les nombreuses facettes de l'activité bancaire. La formation professionnelle aura lieu à Olten; la formation bancaire et les cours interentreprises au centre de compétences «Challenge Your Potential» (CYP).

Pour ton apprentissage, choisis une banque qui, depuis plus de 30 ans, a d'autres ambitions que juste faire de l'argent!

Intéressé-e? Envoie ta candidature dès maintenant sur bas.ch/apprentissage

Information importante: l'apprentissage se déroulera en allemand.

Simone Fausel, collaboratrice du cercle du personnel, répondra volontiers à tes questions: simone.fausel@abs.ch, T 062 206 16 03



Cette vidéo te donnera un aperçu de la formation à la BAS.

LES GRAINES DU FIGUIER SAUVAGE

FESTIVAL DE CANNES
PRIX SPECIAL DU JURY

77
Locarno Film Festival
Piazza Grande
OFFICIAL SELECTION

«PALME D'OR»
LE TEMPS

«MAGISTRAL»
TÉLÉRAMA

«VIBRANT
D'ESPOIR»
RTS

UN FILM DE
MOHAMMAD RASOULOF
IRAN

EN
DVD & VOD

trigon-film.org filmingo.ch

habitatdurable
propriétaires responsables

Prix
préférentiel
pour
membres

Louer dans
les règles de l'art
Un guide pratique
pour les propriétaires

La propriété
par étages
Un guide pratique
pour les propriétaires

Bail ou propriété par étages ?

Avec nos guides pratiques pour les propriétaires,
vous êtes prêts à affronter tous les défis.

Commandez maintenant ici :
habitatdurable.ch/boutique



www.habitatdurable.ch

Pas de demi-mesures pour ta santé.

La médecine complémentaire fait partie de notre ADN.



egk.ch

EGK
Sainement assuré

50 ans d'impact : pionnière d'hier et de demain

 **Oikocredit**
Célébrons nos 50 ans

Depuis 1975, la coopérative Oikocredit incite à investir de manière responsable pour que chacun et chacune puissent faire les choix qui lui permettent de vivre dignement.

Continuons à faire la différence : investissez dès maintenant



Oikocredit Suisse | 021 701 26 74
info@oikocredit.ch | oikocredit.org

**L'INFORMATION
N'A JAMAIS
EU AUTANT DE
VALEUR.**

**Investissez
dans son
indépendance!**

Abonnez-vous dès 17.-/mois



LE COURRIER

« Je dois pouvoir combattre ce qui me dérange »

La politique est aussi une question d'argent. Malgré la nouvelle loi sur la transparence, dissimuler l'origine des dons reste possible dans notre pays, et le Contrôle fédéral des finances (CDF) doit même publier des informations erronées. Michel Huissoud, ancien directeur de cet organe, lutte contre cette situation bien qu'il soit maintenant à la retraite.

Propos recueillis par Esther Banz

moneta: Michel Huissoud, avec la nouvelle loi sur la transparence, les partis politiques suisses doivent désormais indiquer l'origine des fonds reçus pour leurs campagnes électorales et de votations. Vous critiquez sa mise en œuvre.

Pour quelle raison?

Michel Huissoud Quand j'étais directeur du CDF, le Conseil fédéral m'a chargé de concrétiser la loi sur la transparence. Nous avons ainsi pu mettre en place un système solide, mais insuffisant.

Pourquoi?

Tout d'abord parce que si la loi exige clairement un contrôle, à la demande du Département fédéral de justice et police (DFJP), l'ordonnance ne mentionnait plus rien à ce sujet. Nous avons obtenu, pour appliquer la loi, de pouvoir vérifier les comptes et relevés bancaires sur place.

Mais?

Nous n'avons pas obtenu gain de cause sur un deuxième point important: que fait le CDF s'il constate, lors d'un contrôle, qu'un parti a omis de déclarer un gros montant? Il doit le signaler aux autorités cantonales de poursuite pénale, mais faut-il rendre publiques les informations erronées ou incomplètes? Le CDF peut-il les corriger et indiquer qu'il a déposé une plainte? Nous avons demandé ces compétences, en vain. Les informations publiées peuvent donc être incomplètes, voire erronées. Voilà qui est assez éloigné de la transparence!

Vous êtes aujourd'hui à la retraite, mais continuez à exiger la publication des rapports de contrôle.

Oui, tout le reste ne sert qu'à dissimuler la vérité. Avec le magazine alémanique «Beobachter», j'ai saisi le Préposé fédéral à la

protection des données et à la transparence. Nous réclamons la publication des rapports de contrôle du CDF, en vertu de la loi sur la transparence. Nous attendons la décision du Tribunal administratif fédéral.

Dans les premiers chiffres officiels publiés, le Parti socialiste semblait avoir reçu le plus de dons. Comment est-ce possible?

Cela tient à la façon dont les partis sont organisés en Suisse, à leur degré de centralisation ou de décentralisation. Autre raison: est que, lorsque l'argent des donatrices ou donateurs passe par une fondation ou une association avant d'arriver dans les caisses d'un parti, impossible d'en retrouver la trace. Le CDF n'a pas la compétence de vérifier d'où l'argent vient réellement.

Cela veut-il dire que l'on ne peut prendre le classement au sérieux?

Exactement. Une autre lacune est que, lorsqu'une initiative est lancée, l'obligation de transparence s'applique seulement à partir du début de la campagne de votation. Les fonds collectés auparavant pour ladite initiative ne sont pas concernés.

En définitive, qu'apporte vraiment la nouvelle loi?

Comparons-la à un planton qui doit grandir. La situation pourrait s'améliorer avec Beat Jans au DFJP. Aujourd'hui, la loi apporte de la transparence en ce qui concerne les personnes honnêtes, mais je considère qu'elle ne fonctionne qui cherche à dissimuler leurs flux financiers.

Comment parvenir, de manière générale, à un financement propre de la politique?

En rémunérant pleinement les parlementaires pour leur mandat politique et en leur

interdisant d'exercer une autre activité lucrative.

Nous passerions donc d'un parlement de milice à un parlement professionnel? Oui.

Vous avez dû renoncer au pouvoir en prenant votre retraite. Est-ce difficile?

Bien sûr! Je dois pouvoir combattre ce qui me dérange, même si ce n'est plus avec une division blindée, mais avec un canif.

D'où vous vient cette volonté de défendre les contribuables?

Je pense que cela remonte à mon ancienne activité dans l'administration fiscale à Genève. J'ai vu passer dans mon bureau des indépendantes et indépendants en larmes parce qu'elles et ils arrivaient à peine à payer leurs impôts. Quand on a vécu cela, on supporte moins bien la bureaucratie inefficace, les rouages qui tournent à vide, le gaspillage d'argent en général.

J'ai lu que vous vous considérez comme un anarchiste. Est-ce vrai?

C'est ce que j'ai dit, mais comme je plaide pour un État fort qui protège les faibles contre les puissants, je suis tout sauf un anarchiste classique (rires).

Photo: m.ad



Michel Huissoud a 67 ans. Il a travaillé pendant près de 30 ans pour le Contrôle fédéral des finances, qu'il a dirigé de 2014 à 2022. Depuis qu'il a pris sa retraite, ce juriste tient une chronique dans le magazine «Beobachter», préside le magazine en ligne «Republik». Politiquement, il s'engage notamment en faveur d'une initiative populaire visant à réformer la Constitution fédérale. Michel Huissoud est en couple avec la conseillère nationale Manuela Weichelt.